

INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Arrêté n° IC-26-017 de mise en demeure

**Société VPR SAS
à SAINT-OUEN-L'AUMÔNE**

**Le Préfet du Val-d'Oise
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le code de l'environnement, notamment l'article L. 171-8.

Vu le décret du Président de la République du 9 mars 2022 nommant M. Philippe COURT, préfet du Val-d'Oise (hors classe) ;

Vu le décret du Président de la République du 6 mars 2025 nommant Mme Hélène GIRARDOT, en qualité de secrétaire générale de la préfecture du Val-d'Oise, sous-préfète de Pontoise ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 24 juillet 1990 autorisant la société MG EXPRESS à exploiter des installations d'entrepôt sur le territoire de la commune de SAINT-OUEN-L'AUMÔNE – Parc d'Activités du vert Galant – Lieudit « Les Petites Bornes » - 9 – 11, rue de la Garenne ;

Vu la lettre du 22 août 2006 informant de la fusion par absorption de la société MG EXPRESS par la société MG TRANSPORTS ;

Vu le récépissé sans frais du 28 mars 2019 délivré à la société NEUBAUER VAUBAN PIECES DE RECHANGE - NVPR - prenant acte de sa succession à la société MG TRANSPORTS pour l'exploitation des installations de SAINT-OUEN-L'AUMONE ;

Vu la lettre du 25 février 2026 de l'unité départementale du Val-d'Oise de la direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France prenant acte du changement de dénomination sociale de la société NEUBAUER VAUBAN PIECES DE RECHANGE, désormais nommée VAUBAN PIECES DE RECHANGE – VPR ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 26-018 du 23 février 2026 modifiant l'arrêté préfectoral n°25-043 du 16 juin 2025 donnant délégation de signature à Mme Hélène GIRARDOT, secrétaire générale de la préfecture du Val-d'Oise et sous-préfète de l'arrondissement de Pontoise ;

Vu le rapport du 27 novembre 2025 de la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France établi suite à la visite d'inspection réalisée le 28 octobre 2025 sur le site exploité par la société VPR SAS ;

Vu le courrier de l'inspection des installations classées du 27 novembre 2025 adressé à la société VPR SAS lui transmettant le rapport du 27 novembre 2025 susvisé, conformément aux dispositions des articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement et lui accordant un délai de quinze jours pour faire part de ses observations ;

Considérant que le délai laissé à la société VPR SAS s'est écoulé sans aucune observation de sa part ;

Considérant que la visite d'inspection du 28 octobre 2025 a permis de constater que :

- l'installation dispose de moyens en eau insuffisants en cas d'incendie au regard des moyens prévus par les dispositions de l'article 13 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié susvisé,

- l'étude des effets thermiques modélisée avec l'outil FLUMILOG met en évidence des effets thermiques supérieurs à 8 kW/m² sortant en limite Nord du site sans qu'il n'ait été mis en place de mesures permettant de maîtriser ces effets. L'installation ne respecte donc pas les dispositions de l'article 2 de l'annexe VIII de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié susvisé.

Considérant que les manquements précités constituent des non-conformités à la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ; que ces non-conformités sont de nature à présenter des dangers ou inconvénients pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant qu'en conséquence, afin de préserver les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, il convient de faire application de l'article L. 171-8 en mettant en demeure la société VPR SAS de se mettre en conformité sur ces sujets ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture ;

A R R Ê T E

Article 1er : Conformément aux dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, la société VPR SAS implantée sur le territoire de la commune de SAINT-OUEN-L'AUMÔNE, Parc d'Activités du Vert Galant – Lieudit « Les Petites Bornes » - 9 - 11, rue de la Garenne, est mise en demeure de respecter, **dans un délai de douze mois à compter de la date de notification du présent arrêté** :

- les dispositions de l'article 13 de l'annexe II de l'arrêté ministériel 11 avril 2017 modifié susvisé en mettant à disposition une quantité d'eau suffisante en cas d'incendie sur le site.

Article 2 : La société VPR SAS est mise en demeure de respecter, **dans un délai de six mois à compter de la date de notification du présent arrêté :**

- les dispositions de l'article 2 de l'annexe VIII de l'arrêté ministériel 11 avril 2017 modifié susvisé en mettant en place des mesures afin de ne plus avoir d'effet thermique supérieur à 8 kW/m² sortant du site.

Article 3 : En cas de non-respect d'une des dispositions du présent arrêté, l'exploitant sera passible des sanctions administratives et pénales prévues respectivement par les articles L. 171-8 et L. 173-1 et suivants du code de l'environnement.

Article 4 : Conformément aux dispositions de l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Val-d'Oise pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5 : Conformément aux dispositions des articles L.171-11 et R. 181-51 du code de l'environnement, le présent arrêté peut être déféré au tribunal administratif de CERGY-PONTOISE – 2/4, boulevard de l'Hautil – BP 30322 – 95027 CERGY-PONTOISE Cedex par l'exploitant, dans un délai de deux mois qui commence à courir le jour où ledit acte lui a été notifié.

Le tribunal administratif de CERGY-PONTOISE peut également être saisi directement par les personnes physiques et morales par l'intermédiaire de l'application « Télérecours citoyens » (les informations et les accès au service sont disponibles à l'adresse suivante : <https://www.telerecours.fr>).

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.

Article 6 : La secrétaire générale de la préfecture, la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France et le maire de SAINT-OUEN-L'AUMÔNE sont chargés, chacun en qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Cergy, le 5 MARS 2026

Le préfet,



Pour le Préfet,
La secrétaire générale

Hélène GIRARDET